

Quand un peuple réputé pour sa culture attaque des œuvres d'art: l'iconoclasme en France

When a people known for their culture attacks artworks: iconoclasm in France

DOI: 10.20396/rhac.v1i1.13773

BERNARD RICHARD

Agrégé d'histoire, ancien enseignant dans les universités de Rabat et de Paris X -Nanterre puis attaché culturel en Amérique latine et en Egypte

Résumé

Les représentations artistiques en France ont traversé jusqu'à présent trois phases principales d'iconoclasme: les destructions d'images saintes par les Huguenots entre 1530 et 1600; les destructions d'œuvres d'art et d'églises réalisées pendant la Révolution française, notamment vers 1793–1795 ; et l'enlèvement d'une partie de la statuaire de bronze mené par la France de Vichy de 1941 à 1944. C'est à cette dernière phase de l'iconoclasme français, moins connue que les deux précédentes, qu'est consacré l'essentiel de cet article. Contrairement à d'autres pays occupés, la France choisit de faire fondre des statues laïques au lieu des cloches d'église pour répondre aux réquisitions de l'industrie de l'armement allemande. Leur destruction visait surtout les monuments républicains, les plus contraires à l'idéologie installée par le maréchal Pétain. Cet article offre un panorama de l'enlèvement de ces statues en zones libre et occupée, mais analyse surtout le cas particulier de la ville d'Auxerre, où les monuments consacrés à Paul Bert (1833–1886) et à Nicolas Davout (1770–1823) firent l'objet des disputes des autorités locales face à l'iconoclasme des autorités de l'État.

Mots-clés: Iconoclasme. Statuaire. France de Vichy.

Abstract

There have been three main phases of iconoclasm in France thus far: the destruction of sacred images by the Huguenots between 1530 and 1600; the destruction of artworks and churches during the French Revolution, particularly around 1793–1795; and the removal of part of the bronze statuary carried out by Vichy France from 1941 to 1944. This article is mainly devoted to this last phase of French iconoclasm, which is not as well-known as the two preceding ones. Unlike other occupied countries, France chose to melt down secular statues instead of church bells in order to meet the requirements of the German arms industry. Their destruction focused mainly on republican monuments, as they conflicted most with the ideology enforced by Marshall Pétain. This article offers an overview of the removal of those statues in the free and occupied zones, with a focus on the particular case of Auxerre, where monuments devoted to Paul Bert (1833–1886) and Nicolas Davout (1770–1823) were at the centre of disputes among local authorities under the iconoclasm enforced by the State.

Keywords: Iconoclasm. Statuary. Vichy France.

Abattre des statues?

Aujourd'hui le monde - dont la France - est menacé par une déferlante iconoclaste qui, des Etats-Unis à l'Europe puis au reste du monde, concerne des monuments représentant des figures de la traite négrière, de l'esclavagisme et de la colonisation, phénomènes qui furent très généraux à travers l'univers. En France par exemple Colbert est mis en cause pour le fameux *Code noir*, adopté pourtant deux ans après son décès, le général Faidherbe et d'autres colonisateurs de l'Afrique sont l'objet d'attaques et de manifestations diverses. Le citoyen balance volontiers entre des attitudes parfois contradictoires tant il est difficile de se faire une religion sur un sujet qui concerne la mémoire et la révision du passé autant que le présent. Jacqueline Lalouette, historienne spécialisée en particulier dans l'étude de la statuaire française dans les deux derniers siècles, déclara récemment qu'elle était résolument opposée au déboulonnage et qu'elle pensait qu'il fallait privilégier l'érection d'autres monuments, du type du Haïtien Toussaint-Louverture, de la « mulâtresse » Solitude, symbole historique de la lutte des esclaves guadeloupéens à la fin du XVIII^e siècle, de l'esclave africaine rebaptisée Modeste Testas, vendue dans les Antilles par des Bordelais, etc. Favorable en outre au soutien à des institutions culturelles comme le *Mémorial de l'abolition de l'esclavage* de Nantes ou à des sites rythmant la route de l'abolition des esclavages et l'essor des droits de l'homme, elle estime qu'ainsi des solutions satisfaisantes pourraient être dégagées.

Il faut aussi, toujours selon elle, sans doute suivie par la communauté des historiens, tout faire pour imposer la rigueur historique contre les mensonges éhontés racontés à propos de Colbert, de Schœlcher, et Jacques Cœur et d'autres qui apparaissent au fur et à mesure des débats. Il s'agit en l'occurrence d'éduquer solidement et durablement afin que soit évitée la tentation, le piège fatal, de l'anachronisme; transmettre le savoir, enseigner, faire connaître le contexte historique. Selon elle, et beaucoup d'autres, la seule statue qui pose vraiment un problème délicat est celle du maréchal Bugeaud, à Périgueux, car elle porte une inscription proclamant qu'il « a pacifié l'Algérie »¹. Certes, mais cette pacification avait été réalisée en particulier grâce aux « enfumades », les insurgés algériens étant asphyxiés dans les grottes où ils s'étaient réfugiés, un peu comme on détruit des renards tapis dans leurs terriers. Dans *Mémoires d'un combattant* Hocine Aït-Ahmed, un des chefs historiques du Front de libération nationale, rapporta un souvenir édifiant et méconnu en France à propos de son enfance en Grande Kabylie: « Il y avait omniprésence française dans notre imaginaire sous forme de phobies, de hantises :

¹ LALOUETTE, Jacqueline. **Un peuple de statues**. La célébration sculptée des grands hommes (1804-2018). Paris: Mare et Martin, 2018. Les réflexions qui accompagnent cette introduction sont le résultat de nos récents échanges de juin 2020.

Bichuh, l'animal fantastique dont nous menaçaient nos mères n'était autre que Bugeaud »². Importance du maréchal Bugeaud dans la mémoire algérienne presque deux siècles après l'événement? Rappelons qu'après des enfants espagnols, depuis l'invasion française de 1808, c'est Napoléon qui joua longtemps un rôle similaire de loup-garou ou d'ogre. Un Français loup-garou en Espagne, un autre en Algérie. La question des statues du maréchal Bugeaud nous semble concerner moins les historiens que les diplomates et les politiques en charge des délicates relations franco-algériennes, d'autant que le maréchal Bugeaud semble occuper – ou avoir occupé – dans l'imaginaire algérien une place qu'il n'a guère en France, où seule sa casquette égarée paraît poser problème.

La vague révisionniste triomphera-t-elle de l'Histoire et les représentations d'un passé honni seront-elles abattues? L'historien l'ignore car il n'est pas bon prophète, disait Jean-Jacques Becker sous forme de boutade. Revenons dans l'immédiat sur le terrain plus ferme du passé de la France.

Les trois phases de l'iconoclasme

Les représentations artistiques en France ont traversé jusqu'à présent trois phases principales d'iconoclasme pendant lesquelles des œuvres d'art, en particulier des statues, ont été attaquées et souvent détruites ou mutilées. Ce thème est d'ailleurs traité comme si de tout temps avait existé un absolu, l'« œuvre d'art », attaquée par des « barbares », des « vandales » aux intentions malignes et perverses. Les réalités sont certes bien plus complexes, comme le souligne avec finesse l'historien Olivier Christin dans *Une révolution symbolique: l'iconoclasme huguenot et la reconquête catholique*³, ouvrage dans lequel il critique un de ses prédécesseur, Louis Réau, conservateur qui arrêta pratiquement la sacrosainte « œuvre d'art » après les créations des XVII^e-XVIII^e siècles, au style dit classique et qui surtout négligeait les facteurs non esthétiques de l'iconoclasme⁴. Ajoutons que Louis Hautecœur, un des principaux responsables de l'enlèvement de statues en France entre 1941 et 1944, enlèvement sur lequel nous reviendrons, fut un conservateur de musée et professeur d'histoire de l'art, alors secrétaire général des Beaux-Arts au ministère de l'Éducation nationale. Il était lui aussi amateur exclusif du style classique⁵.

² AÏT-AHMED, Hocine. *Mémoires d'un combattant*. Paris: éditions Sylvie Messinger, 1883.

³ CHRISTIN, Olivier. *Une révolution symbolique: l'iconoclasme huguenot et la reconquête catholique*. Paris: Editions de Minuit, 1991, en particulier p. 7-14.

⁴ REAU, Louis. *Histoire du vandalisme: les monuments détruits de l'art français*. Paris: Editions Hachette, 1959.

⁵ Louis Hautecœur a surtout été l'auteur d'une monumentale *Histoire de l'architecture classique en France* dont il poursuivit la rédaction après son départ des fonctions administratives de Secrétaire général des Beaux-Arts qui l'occupèrent jusqu'au printemps 1944. Son œuvre écrite dans le domaine de l'histoire de l'art reste très importante. Voir: HAUTECŒUR, Louis. *Histoire de l'architecture classique en France*. Paris: A. Picard, 1943-1957, 7 v., 9 t.

La première phase active d'iconoclasme correspond aux destructions d'images saintes opérées entre 1530 et 1600 par les Huguenots, calvinistes français, à l'époque des guerres de Religion. Ces protestants français, surtout sous la forme du calvinisme mais parfois aussi luthérienne, refusent tout intermédiaire entre le fidèle et Dieu. Ils s'attaquent aux représentations religieuses, essentiellement à la statuaire pieuse ornant les lieux de culte catholiques et les demeures civiles des catholiques. En de véritables guerres civiles jusqu'à la fin du XVI^e siècle, ils détruisent ou mutilent des statues de saints et de la Vierge particulièrement visée ; ils brisent encore des crucifix, des tableaux, des reliques, des vitraux, autant d'œuvres matérielles mais symboliques pour eux, œuvres créées par les « papistes », ces idolâtres démoniaques dont les images sont à leur avis explicitement prosrites dans la Bible. Pour les protestants, ces destructions sont un acte de piété, de défense de la Vraie Foi. Parfois les catholiques, diabolisant à leur tour les protestants, ces « hérétiques », ripostent en s'attaquant à leurs vies, vies humaines détruites contre statues mutilées ou abattues, et la Saint Barthélémy n'est pas oubliée, aujourd'hui encore. Ces « querelles des images » et des humains sont abordées en particulier par Olivier Christin et par Denis Crouzet, dans *Les guerriers de Dieu: La violence au temps des troubles de religion, vers 1525-vers 1610*.⁶ Cette première et violente phase d'iconoclasme ne s'apaise, au début du XVII^e siècle, que par la défaite de protestants.

Survient ensuite une seconde vague de destructions qui correspond à la Révolution française, surtout vers 1793-1795, dans sa période déchristianisatrice. Le monde nouveau alors apparu fit l'objet de diverses recherches du grand historien Michel Vovelle, décédé en 2019, longtemps maître des études universitaires sur la Révolution et ouvert à l'histoire des mentalités. Intitulé *Religion et Révolution: La déchristianisation de l'an II*, son ouvrage ouvre la voie; il est suivi de *1793, la Révolution contre l'Eglise: de la Raison à l'Être Suprême* et de divers articles érudits⁷. Rappelons avec lui que le terme de « vandalisme » pour désigner et dénoncer la destruction d'œuvres d'art fut inventé sous la Révolution même par l'abbé Grégoire, membre actif d'assemblées révolutionnaires. Le « musée » est aussi une création de l'époque, qui préserve et offre à la vue des citoyens des trésors artistiques qui, sous l'Ancien Régime, étaient restés pour l'essentiel confinés dans les demeures royales et celles des privilégiés, noblesse et clergé. Paradoxalement et parallèlement, parce que les révolutionnaires français n'étaient pas d'une seule opinion, il y eut bien des agressions contre les héritages légués par un passé monarchique fondé en partie sur le droit divin du roi et sur ce que les « déchristianisateurs » appelèrent le « fanatisme » et la

⁶ CHRISTIN, op. cit.; CROUZET, Denis. **Les guerriers de Dieu**: La violence au temps des troubles de religion, vers 1525-vers 1610. Seyssel: Éditions Champ Vallon, 1990 (réédition 2005).

⁷ VOVELLE, Michel. **Religion et Révolution**. La déchristianisation de l'an II. Paris: Editions Hachette, 1976; Idem. **1793, la Révolution contre l'Eglise**: de la Raison à l'Être Suprême. Bruxelles: Editions Complexe, 1988.

« superstition ». Furent agressées les statues des rois, des saints, ainsi que certains biens des privilégiés dont les armoiries par exemple furent souvent martelées car considérées comme des injures ou des menaces contre les conquêtes et les valeurs nouvelles de la Révolution. Nombre d'édifices religieux furent détruits mais d'autres reçurent une nouvelle affectation, laïque, qui contribua à les sauvegarder.

Divers disciples ou successeurs de Michel Vovelle, comme Jean-Clément Martin pour la Vendée par exemple, ont enrichi les études de cette seconde crise iconoclaste.

Ajoutons que tout le XIX^e siècle français, avec ses multiples changements de régime politique, fut scandé, certes de façon moins violente, par des mutations fréquentes dans les personnages honorés par la peinture et surtout la statuaire en lieu public, ainsi que dans les noms attribués aux voies publiques et aux bâtiments officiels. Une rue de l'Empereur ou d'Austerlitz peut être rebaptisée rue Royale puis Nationale, puis de la République, ensuite du 2 Décembre et enfin du 4 Septembre... Se poursuit ainsi un iconoclasme léger, généralement sans dégâts marqués.

Certes les deux premiers temps forts d'iconoclasme sont largement documentés et nous ne les développons pas ici. Le second est même parfois considéré, surtout par les adversaires de ce bouleversement de la vie politique et sociale française que fut la Révolution, comme un des principaux effets de cette transformation, à côté des conséquences de la Terreur qui sauva la France mais pas tous les Français...

Bien moins connue est la troisième phase d'iconoclasme qui toucha la France entre 1941 et 1944, sous la forme de l'enlèvement par l'Etat français du maréchal Pétain d'une partie de la statuaire de bronze implantée en lieu public. Nous y consacrons l'essentiel de notre article.

L'iconoclasme de la France de Vichy, 1941-1944

Par un décret du 11 octobre 1941, une vaste campagne est lancée pour l'enlèvement, la récupération (un *Bulletin officiel du service de la Récupération* a été créé), on dit encore la refonte ou la mobilisation du métal « des statues et monuments en alliages cuivreux sis dans les lieux publics et dans les locaux administratifs, qui ne présentent pas un intérêt artistique ou historique »⁸. Etonnement cette dernière phase iconoclaste en France a été étudiée surtout par des chercheurs étrangers, comme la Canadienne Kirilly Freeman, dans *The battle for bronzes. The destruction of french public statuary (1941-1944)*,

⁸ LOI n° 4291 du 11 octobre 1941 relative à l'enlèvement des statues et des monuments métalliques en vue de la refonte. *Journal Officiel de l'État Français*, n. 283, 15 oct. 1941, p. 4440. Disponible à: <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k96339501/f4>. Accès à: 07 juil. 2020.

thèse de doctorat présentée à l'Université de Waterloo, au Canada en 2005. Cette recherche a été publiée ensuite sous le titre de *Bronzes to Bullets: Vichy and the Destruction of French Public Statuary, 1941-1944*⁹. S'y ajoutent, aux Etats-Unis, le long article complémentaire d'Elizabeth Campbell Karlsgodt publié dans la *French Historical Review*, *Recycling French Heroes: The Destruction of French Bronze Statues under the Vichy Regime*¹⁰, et un article de Chad Denton, formé à Berkeley (aujourd'hui professeur à l'université Yonsei en Corée du Sud) sur la « Récupération » publié sous le titre de *Récupérez! The German origins of French wartime salvage drives 1939-1945*¹¹. En France même, une étude locale de grande qualité est due à Jean-Pierre Koscielniak, dans *Vendanges de bronze: l'enlèvement des statues en Lot-et-Garonne sous le régime de Vichy*¹². Dans la revue *Patrimoine campanaire*, nous avons nous-même étudié « Les cloches en France sous la seconde guerre mondiale », cloches sauvées grâce au choix fait par Vichy du sacrifice des statues laïques de bronze¹³. Enfin notre étude intitulée « Vendanges de bronze dans l'Yonne sous l'Occupation », fournit un second exemple local¹⁴.

Menaces sur les statues de bronze en France

L'Etat dit français de Vichy mène une active collaboration économique avec l'Allemagne nazie, en particulier à travers la réquisition des métaux non ferreux et l'envoi d'une partie de ces métaux outre-Rhin. Le décret du 11 octobre 1941 qui organise l'enlèvement des statues et bustes de bronze est le résultat complexe des pressions de l'Allemagne, pressions en forte croissance à partir du lancement, le 22 juin 1941, de l'invasion de l'URSS, quand les inaccessibles métaux non ferreux du Chili, de Bolivie, du Congo belge ne sont plus remplacés par la production des mines soviétiques.

Organisée par Hermann Goering, l'économie de guerre allemande, sans les minerais métalliques soviétiques, exige que chacun des pays occupés lui fournisse des quantités accrues pour son industrie de l'armement. En dehors du plomb et du zinc, les réquisitions portent essentiellement sur le bronze - cuivre

⁹ FREEMAN, Kirilly. **Bronzes to Bullets: Vichy and the Destruction of French Public Statuary, 1941-1944**. Redwood City: Stanford University Press, 2009.

¹⁰ KARLSCODT, Elizabeth Campbell. *Recycling French Heroes: The Destruction of French Bronze Statues under the Vichy Regime*. **French Historical Studies**, v. 29, n. 1, 2006. Disponible à : <https://doi.org/10.1215/00161071-29-1-143>. Accès à : 07 juil. 2020.

¹¹ DENTON, Chad. *Récupérez! The German origins of french wartime salvage drives 1939-1945*. **Contemporary European History**, v. 22, n. 3, août 2003, p. 399-430. Disponible à : <https://www.jstor.org/stable/43299392>. Accès à : 07 juil. 2002.

¹² KOSCIELNIAK, Jean-Pierre. **Vendanges de bronze: l'enlèvement des statues en Lot-et-Garonne sous le régime de Vichy**. Coll. Terres de mémoire. Nérac: Éditions d'Albret, 2007.

¹³ RICHARD, Bernard. *Les cloches en France sous la seconde guerre mondiale*. **Patrimoine campanaire**, n. 69, jan. - avr. 2012. Disponible à : http://campanologie.free.fr/pdf/Richard_Cloches_de_France_pendant_la_seconde_guerre_m.pdf. Accès à : 07 juil. 2020.

¹⁴ Idem. *Vendanges de bronze dans l'Yonne sous l'Occupation*. **Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne**, v. 150, n. 2, 2012, p. 123-152.

et étain - livré généralement sous la forme de cloches des églises. Environ les deux-tiers des cloches de la Belgique et 80% de celles des Pays Bas sont ainsi livrées mais la France occupe une position particulière. Elle est le seul pays occupé à avoir conservé un Etat théoriquement souverain. Sans pouvoir refuser les livraisons exigées, elle a la capacité d'en choisir l'origine. Le maréchal Pétain et son gouvernement, afin de maintenir de bonnes relations avec l'Eglise de France, choisissent de livrer des statues laïques au lieu des sacro-saintes cloches. Ces dernières ne gagneront l'Allemagne que dans l'Alsace-Lorraine récupérée dès août 1940 par le Grand Reich et dans les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais administrés en fait directement par les Allemands à partir de leur gouverneur de Bruxelles. Au total ce sont 1700 à 1800 statues et bustes érigés en lieu public ou dans les locaux administratifs qui sont ainsi enlevés, on dit encore « mobilisés ».

Pour l'Etat français de Vichy, trois buts sont visés et atteints. Tout d'abord il faut bien que les vainqueurs reçoivent les quantités de métaux qu'ils exigent. Ensuite les rouages administratifs complexes de sélection mis en place à partir du décret du 11 octobre 1941, avec des commissions départementales, des instances régionales et un Comité Supérieur implanté à Paris, le processus permet, au moins dans les premières années, d'enlever les monuments républicains, les plus contraires à l'idéologie contrerévolutionnaire installée par le maréchal Pétain et son gouvernement. Parmi les œuvres disparues, selon les chiffres fournis par Maurice Agulhon dans le troisième tome de sa vaste étude portant sur les visages de la République, ce sont 120 statues et bustes de Marianne en lieu public qui disparaissent ainsi sur environ 500¹⁵. Pour les grands hommes enlevés, ce sont des héros de la Révolution et de la République qui sont d'abord supprimés. Ainsi le gouvernement du maréchal met-il à profit les exigences allemandes pour les orienter et asseoir l'idéologie antidémocratique de son régime.

Le troisième but, moins évident dans ce nettoyage de l'espace public, est plutôt esthétique. Louis Hautecœur, président du Comité Supérieur, se justifiera d'ailleurs à la Libération en indiquant que ses choix n'étaient pas politiques mais esthétiques: nettoyer l'espace public des effets néfastes de la « statuomanie », des trop nombreuses statues des XIX^e et XX^e siècles qu'il présente comme relevant d'une esthétique discutable. On trouve dans la presse des critiques contre « des œuvres dite d'art et d'un goût plus que douteux »¹⁶. Au cours du XIX^e siècle a été construit pour la statuaire en lieu public un type de modèle académique, avec le personnage de bronze vêtu d'une redingote ou de son uniforme et dressé sur un socle de pierre décoré d'inscriptions didactiques, explicatives. C'est la multiplication, bientôt lassante, de cet type d'œuvres d'art que le gouvernement de Vichy souhaiterait éliminer. Certes après la libération

¹⁵ AGULHON, Maurice. **Les Métamorphoses de Marianne**. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1914 à nos jours. Paris : Editions Flammarion, 2001, p. 103.

¹⁶ KOSCIELNIAK, op. cit., p. 72.

du territoire français en 1944-45, des tâches plus urgentes de reconstruction du pays dévasté par la guerre et par les pillages allemands relèguent loin des priorités le remplacement ou la remise en place des statues disparues. Beaucoup de socles restent vides et, assez souvent, un simple médaillon placé sur leur flanc vient remplacer la statue disparue. C'est le sort avenue Emile-Zola à Paris de l'ancienne statue de Zola. L'art abstrait connaît enfin une vogue qui déprécie plus encore le modèle artistique dit encore Troisième République.

Il apparaît en fait que dans cette troisième phase d'iconoclasme, l'esthétique a joué un assez faible rôle. Certes une statue est l'œuvre d'un artiste, bien plus que n'auraient été les cloches d'une église, et en outre bien plus visible qu'une cloche tapie dans son clocher. Mais la statue est d'abord la représentation d'un personnage ou d'une figure allégorique – République, Liberté, Justice, Musique, Littérature, Agriculture, Fleuve qui traverse la cité, etc. – qui revêt une charge symbolique forte. La cité est fière d'un personnage, de son « grand homme », souvent né chez elle avant d'accéder au succès, à la notoriété sur place ou à Paris. Il arrive que la statue n'ait pu être érigée que grâce à l'apport de souscriptions financières volontaires de ses concitoyens - ou de leurs ancêtres. Certes ce phénomène d'attachement, de fierté, joue moins dans la capitale, très, voire trop largement pourvue en statues sur ses rues et places publiques. Paris, a-t-on dit, est un « Panthéon à ciel ouvert ». Mais lorsque, en 1942, on « mobilise » la statue d'Armand Fallières, qui fut président de la République, dans sa commune de naissance, Mézin, petit bourg du Sud-Ouest, il est évident que cet enlèvement est ressenti douloureusement par la population. La charge symbolique, affective, d'un monument est bien supérieure à son poids de cuivre et d'étain, et même à sa valeur artistique. Le fervent attachement de la « petite patrie » au monument de son « grand homme » est heurté de mille façons par l'attitude politique d'un chef d'Etat qui prétend édifier une « France nouvelle », celle dite de la « Révolution nationale » (appellation fréquente dans les régimes autoritaires), tout en satisfaisant les exigences de l'ennemi, du vainqueur. « On ne se méfie jamais assez des généraux vaincus » a dit Jean Zay dans son journal de prison, *Souvenirs et solitude*¹⁷. Sont blessés les sentiments de fierté, éventuellement les valeurs politiques figurées par le personnage enlevé, le goût artistique et souvent aussi des sacrifices financiers, l'argent dépensé par la collectivité, ou par les ancêtres de celle-ci, pour ériger cette œuvre devenue patrimoniale, au moins localement.

Les maires, les conseillers municipaux et divers notables locaux tentent souvent de s'interposer, de sauver l'œuvre menacée. La ville d'Arles en Provence tente en vain de sauver la statue de Frédéric Mistral, son poète donné en exemple par Pétain à diverses reprises comme modèle du retour aux traditions anciennes, dans l'esprit de la « Révolution nationale » (en fait un retour réactionnaire vers la

¹⁷ ZAY, Jean. *Souvenirs et solitude*. Le Roelux: Ed. Talus de l'Approche, 1987.

France d'Ancien Régime, d'avant 1789); la statue de Joseph de Maistre, philosophe contrerévolutionnaire, subit le même sort à Chambéry en Savoie; celle du romancier Alexandre Dumas est enlevée à Villers-Cotterêts en Champagne ou celle de l'explorateur Dumont d'Urville à Condé-sur-Noireau, en Normandie. Ailleurs ce sont, ici et là, trois statues de Jeanne d'Arc qui sont fondues, alors que la sainte, de son vivant adversaire des Anglais, est bien souvent présentée par le maréchal Pétain comme un modèle patriotique d'anglophobie à admirer et imiter. En l'occurrence ces exemples, choisis volontairement par nous parmi des personnalités pourtant vantées par le régime du maréchal, affaiblissent beaucoup l'éventuel attachement des autorités et notabilités locales au régime de Vichy.

En zone libre, dans le Lot-et-Garonne (Sud-Ouest)

Dans le Lot-et-Garonne étudié par J.-P. Koscielniak et situé en zone dite libre ou non occupée, vingt et une statues sur vingt-trois sont enlevées et fondues, dont trois *Mariannes* en pied, deux bustes monumentaux de la République érigés sur de hauts socles et une belle *Marseillaise* (rétablie en 2019 grâce à la fervente obstination de J.-P. Koscielniak)¹⁸. Pour le reste, en dehors des statues de Bernard Palissy, céramiste de la Renaissance réputé avoir brûlé son mobilier pour alimenter son four de potier, et d'Armand Fallières, ancien président de la République, les personnages enlevés n'ont en général qu'une notoriété essentiellement locale, dans leur commune de naissance précisément. Ils avaient anobli leur commune par une carrière certes modeste mais souvent nationale, à Paris par exemple. Plus de 90% de disparitions dans ce département du Sud-Ouest traditionnellement républicain, cela n'a pu que gonfler sur place le nombre des adversaires de Vichy et des partisans de la Résistance et de la France Libre! A travers le pays, ce sont des centaines de motifs de douleur qui heurtent la population. Dans le département de l'Yonne, pourtant en zone occupée, sur dix statues ou bustes de bronze, seules cinq seront enlevées.

En zone occupée, dans l'Yonne (Nord de la Bourgogne)

Pour l'Yonne, les archives départementales sont riches en informations sur les réquisitions de statues mais nous n'étudions ici, brièvement, que le chef-lieu du département, la ville d'Auxerre.

¹⁸ KOSCIELNIAK, op. cit.

Jean Moreau, maire de la ville de 1941 à 1944, a été nommé en août 1941 par le pouvoir vichyste et non pas élu comme sous la République par le conseil municipal; mais, industriel du chocolat membre d'une prospère famille locale, il connaît bien les sentiments de la population.

La collecte des métaux non ferreux auprès des particuliers mais aussi des hôtels, des hôpitaux, des administrations, etc., s'effectue depuis mars 1941, ici comme ailleurs, par le biais de campagnes de propagande faisant appel au patriotisme des Français et au volontariat, sans grands résultats, car la population se doute bien que le produit récolté n'ira pas alimenter principalement l'industrie et l'agriculture nationales - comme le proclame l'affichage public - mais partira majoritairement vers l'Allemagne. La mesure capitale est, nous l'avons vu, le décret du 11 octobre 1941 qui n'exclut des réquisitions du bronze en espace public que les bronzes des monuments aux morts et des tombes des cimetières. A Auxerre disparaissent ainsi les statues de deux personnages peu connus localement, celle d'un ministre du travail de la Seconde République qui d'ailleurs avait contribué à écraser le mouvement ouvrier en juin 1848 et celle de Soufflot, l'architecte du Panthéon natif de la région. L'émotion est faible car le vrai problème est ailleurs, comme nous le verrons.

Le maire d'Auxerre sait que l'essentiel se joue dans l'attachement de sa cité à Paul Bert (1833–1886), savant et républicain anticlérical qui y fut longtemps député puis le premier être ministre provenant de la cité, ministre de l'instruction publique dans le ministère de Léon Gambetta, un des pères-fondateurs de la République à partir de 1870. En outre la statue de Paul Bert est l'œuvre d'Emile Peynot [Figure 1], un artiste natif du département et réputé, malgré ou à cause du caractère académique de son œuvre très identifiable, le portrait en pied du ministre en habit de son temps et tendant un bras accueillant vers le visiteur.

Entre novembre 1941 et mai 1944, cette statue est alternativement sauvée par la commission départementale et condamnée à être fondue par le Comité Supérieur ou, à l'inverse, condamnée à Auxerre et sauvée à Paris. Le préfet de l'Yonne, représentant de l'Etat, donc du maréchal Pétain, se réjouit chaque fois qu'elle est condamnée. En fait le ministre républicain et de gauche Paul Bert est en balance, devant les commissions locales puis le Comité Supérieur parisien, avec un maréchal de Napoléon Ier, Nicolas Davout (1770-1823), duc d'Auerstaedt et prince d'Eckmühl, natif d'une commune proche d'Auxerre. Le préfet soutient et protège la statue de Davout – parce que c'est celle d'un maréchal, comme l'est Pétain. Pourtant c'est le maire d'Auxerre qui finit par l'emporter. Jean Moreau, fin politique, connaisseur de sa ville est en effet doté de réseaux aussi discrets qu'efficaces à Paris comme ancien combattant de la Grande Guerre et longtemps colonel d'aviation. Le préfet qui n'est pas originaire de la

région, ne comprend pas la situation; il avait préparé ses dossiers pour sauver le maréchal d'Empire, pourtant encore condamné en mai 1944 quand cette dernière fois Paul Bert est épargné.

Cependant à cette date, la préparation du débarquement de Normandie et les bombardements anglo-américains ont déjà paralysés les transports ferroviaires civils en France et en Allemagne. Finalement, faute de wagons, les deux statues rivales restent à Auxerre. Le maire, après un temps de purgatoire, d'« indignité nationale » (une peine récemment créée pour sanctionner les collaborateurs des Allemands ou l'Etat français de Vichy), pourra bientôt être pardonné et élu conseiller municipal d'Auxerre, puis maire de la ville, et enfin député au Parlement avant de devenir ministre sous la Quatrième République. Considéré comme bienfaiteur d'Auxerre en tant que sauveur de la statue d'un Paul Bert menacée par les Allemands (qui en fait ne participent pas aux choix des commissions), il peut accueillir dans sa bonne ville tant le général de Gaulle que le général de Lattre de Tassigny, un des héros militaires de la libération du pays. Sauver Paul Bert de l'enlèvement vaut brevet de patriotisme quelles qu'en soient les circonstances. En fait nous pouvons dire que c'est en sauvant par ses manœuvres occultes à Paris la statue de l'Auxerrois Paul Bert qu'il a lui-même été sauvé et qu'il a pu mener une belle carrière politique après la Libération.

C'est un exemple édifiant d'une résistance réussie à l'iconoclasme des autorités de l'Etat par des notables locaux attachés au patrimoine de leur « petite patrie », dans un département qui a dû tout de même livrer la moitié de sa statuaire de bronze.

Bilan

Des trois phases d'iconoclasme survenues en France depuis le XVI^e siècle, celle des années 1941-1944 est la moins connue ou la plus tue. Elle correspond comme les deux antérieures à une période de guerre civile – ou presque – dans laquelle les facteurs politiques ou politico-religieux furent essentiels. Cependant pendant longtemps, à partir de la libération du territoire, fut adopté un récit national affirmant que, « sauf une poignée de misérables », toute la population française avait été de cœur avec les résistants et la France Libre du général de Gaulle¹⁹. C'est pourquoi, déformant le réel, l'histoire des années 1941-1944 resta longtemps mal connue et d'ailleurs l'iconoclasme fut alors présenté comme une mauvaise action allemande, y compris sur les inscriptions apposées sur des plaques décorant les socles orphelins.

¹⁹ Message fameux du général de Gaulle, chef du Gouvernement provisoire de la République française, daté du 14 octobre 1944 : l'épuration de la société française ne saurait toucher qu'« une poignée de misérables et d'indignes, dont l'Etat fait et fera justice », dans: DE GAULLE, Charles. **Discours et Messages**: Pendant la guerre (juin 1940 - janvier 1946). Paris, Editions Plon, 1970, t. 1, p. 455. Il s'agissait alors pour le général de redynamiser un peuple épuisé par les années de privations et d'humiliations, on ajoute aujourd'hui et d'accommodement à l'occupation étrangère et au régime de Vichy.

Ceci nous ramène aux plaques explicatives dont certains demandent l'installation sur les socles des statues aujourd'hui contestées de « grands personnages » d'un passé lointain qui jouèrent un rôle dans l'essor de l'esclavage, du racisme, de la colonisation...

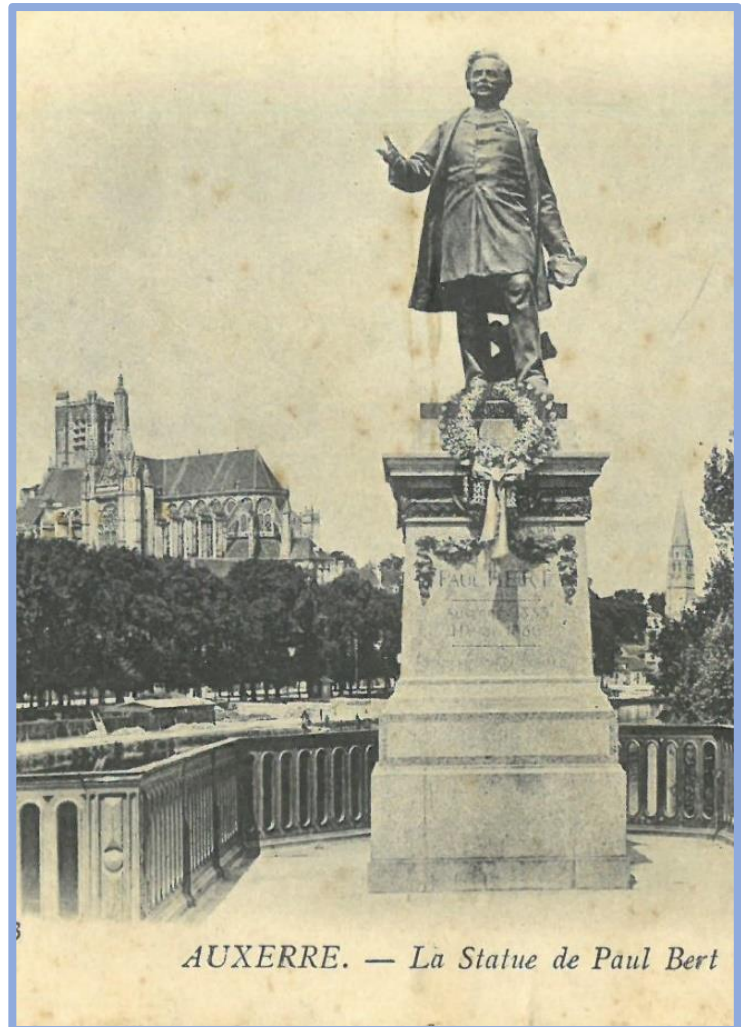


Figure 1:
Paul Bert par Emile Peynot, sur le pont de
l'Yonne.

Carte postale (détail), coll. de l'auteur.